

**RAPPORT N°2023/6-01  
Au Conseil de la Communauté  
en séance du jeudi 07 décembre 2023**

**OBJET**

**AUTORISATION D'ANTICIPATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET 2024 – PRINCIPAL**

L'article L1612-1 modifié par la Loi n°2012-1510 du 29 décembre 2012 précise les modalités d'anticipation des dépenses d'investissement.

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Les crédits votés en 2023 s'élèvent à la somme de 39 834 779.53 €. Le quart de ce montant représente une somme de 9 958 694.88 €.

Il vous est donc proposé d'affecter les montants suivants aux différents chapitres de la façon suivante :

Chapitre 20 :	300 000,00 €
Chapitre 204 :	500 000,00 €
Chapitre 21 :	3 100 000,00 €
Chapitre 23 :	6 030 000.00 €
Chapitre 26 :	15 000.00 €
Chapitre 27 :	13 694.88 €

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, seront inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



The image shows a handwritten signature of Maurice GIRONCEL over a circular official stamp. The stamp contains the text 'C.I.N.O.R.' at the top, 'Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion' in the center, and 'Département de la Réunion' at the bottom, flanked by two asterisks.

**DELIBERATION N°2023/6-01  
du Conseil de la Communauté  
en séance du 07 décembre 2023**

**OBJET**

**AUTORISATION D'ANTICIPATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET 2024 – PRINCIPAL -  
LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes C.I.N.O.R;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Sur l'avis de la Commission ;

Sur le RAPPORT n° 2023/6-01 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE 1**

Le Conseil Communautaire autorise le Président à procéder, par anticipation, aux dépenses apparaissant ci-dessous :



Chapitre 20 :	300 000,00 €
Chapitre 204 :	500 000,00 €
Chapitre 21 :	3 100 000,00 €
Chapitre 23 :	6 030 000.00 €
Chapitre 26 :	15 000.00 €
Chapitre 27 :	13 694.88 €

Nombre de votants : 42 (dont 5 procurations)  
Suffrages exprimés : 42  
Vote pour : 42  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

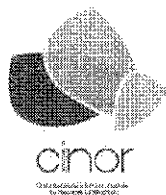
**11 8 DEC 2023**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



C.I.N.O.R.  
Communauté  
Intercommunale  
du Nord  
de la Réunion  
\* Département de la Réunion \*

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20231207-CC2023-6-01-DE  
Date de télétransmission : 18/12/2023  
Date de réception préfecture : 18/12/2023



SECRETARIAT DU CONSEIL  
COMMUNAUTAIRE

**AVIS DES COMMISSIONS**

**RAPPORT N°2023/FIN/6-01**

Autorisation d'anticipation des dépenses d'investissement du budget primitif 2024 - Principal

**COMMISSION ADMINISTRATION ET FINANCES**

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.